

Service Prévention des Risques Techniques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
autorisant la société PURFER, filiale du groupe DERICHEBOURG ENVIRONNEMENT, à
repandre l'exploitation des installations précédemment exploitées par la société GUY
DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE), sur la commune de SORGUES (84700)

La préfète de Vaucluse

- VU** le code de l'environnement Livre V – Titre 1^{er} et notamment son article R 516-1 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022, publié au journal officiel du 21 juillet 2022, portant nomination de la préfète de Vaucluse – Mme Violaine DEMARET ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 autorisant la société VALETTE ET FILS à exploiter un dépôt de ferrailles, métaux et véhicules hors d'usage, avec activité de récupération et conditionnement quartier de la Malautière, route de Camsaud, sur la commune de Sorgues (84700) ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2015 encadrant les activités de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT (GDE), quartier de la Malautière, route de Camsaud, sur la commune de Sorgues (84700) ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 janvier 2019 renouvelant l'agrément du centre VHU exploité par la société GDE - Groupe ECORE - situé route de Camsaud sur la commune de Sorgues (84700) pour la période du 11 janvier 2019 au 10 janvier 2025 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 août 2022 donnant délégation de signature à M. Christian GUYARD, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** la demande de changement d'exploitant en date du 30 juin 2022 transmise par la société PURFER ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 mars 2023, transmis à la société PURFER dans le cadre de la procédure contradictoire par courrier en date du 21 mars 2023 conformément aux dispositions de l'article R 181-45 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 27 mars 2023 ;

CONSIDÉRANT que la société PURFER possède les capacités techniques et financières nécessaires à l'exploitation du site précédemment exploité par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT sis sur la commune de Sorgues ;

CONSIDÉRANT que les conditions sont remplies pour autoriser le changement d'exploitant sollicité par la société PURFER ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société PURFER est autorisée à poursuivre, en lieu et place de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT, l'exploitation des installations de récupération de déchets et de centre VHU sises quartier de la Malautière, route de Camsaud, sur la commune de Sorgues (84700) ;

ARTICLE 2

Les actes administratifs précédemment délivrés à la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT dans le cadre de l'exploitation des installations mentionnées à l'article 1 du présent arrêté et des obligations qui en découlent, notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 septembre 1991, l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 novembre 2015 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 janvier 2019, sont transférés à la société PURFER à compter de la date de signature du présent arrêté.

ARTICLE 3

Les dispositions suivantes de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 modifié sont remplacées par les prescriptions ci-dessous :

ancienne rédaction :

« La société Guy Dauphin Environnement (GDE), dont le siège social est situé – BP n°5 – 14540 ROCQUANCOURT, est autorisée à exploiter quartier de la Malautière, route de Camsaud, à SORGUES (84700), les installations classées suivantes : ... ».

nouvelle rédaction :

« La société PURFER, dont le siège social est situé 45, route de St Bonnet de Mure – 69780 SAINT PIERRE DE CHANDIEU, est autorisée à exploiter Quartier de la Malautière, Route de Camsaud, à SORGUES (84700), les installations classées suivantes : ... ».

ARTICLE 4

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

ARTICLE 5

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
3. Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de Sorgues, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie du Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le

19 AVR. 2023

Pour le préfet,
le secrétaire général,

Christian GUYARD

